

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SEPE des Quatre Vallées**

50 ter rue de Malte  
75011 PARIS 11

Références : SM2 n° D2 e 2022-636  
Code AIOT : 0005704214

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2022 dans l'établissement SEPE des Quatre Vallées implanté Lieu dit Voie de Vatry 51320 COOLE. L'inspection a été annoncée le 22/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite à un incendie survenu dans la nacelle de l'éolienne E6 le 22/08/2022 lors d'une intervention de maintenance.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEPE des Quatre Vallées
- Lieu dit Voie de Vatry 51320 COOLE
- Code AIOT : 0005704214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Ce parc est constitué de 6 éoliennes et a été mis en service en juin 2012.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, articles 17 et 18-III	/	Lettre de suite	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	consignes de sécurité et alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, articles 22, 23	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2022-APMU-162-IC a été pris le 24/08/2022, avec pour objectif, le maintien de la sécurité du site dans l'attente de l'expertise des équipements (périmètre de sécurité, gardiennage, balisage pour la sécurité aérienne) et l'encadrement de la remise en service du parc. Les derniers rapports périodiques réalisés sur l'éolienne E6 sont à transmettre à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, articles 22, 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, consignes de sécurité et alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Art 22 :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; [...]</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p> <p><b>Art 23 :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li> <li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Un incendie s'est déclaré le 22/08/2022 à 12h45 dans la nacelle de l'éolienne E6 du parc éolien "Les 4 Vallées 1" lors d'une intervention de maintenance.</p> <p>Deux agents de maintenance, présents dans la nacelle au moment des faits, se sont évacués par eux-même en empruntant l'échelle intérieure du mat.</p> <p>Ils étaient en contact radio avec un troisième agent au sol, qui a immédiatement coupé l'alimentation de l'éolienne.</p> <p>L'alerte a également immédiatement été donnée au SDIS ainsi qu'aux responsables de l'exploitation qui se sont déplacés sur place, et à ENEDIS qui a alors coupé l'alimentation électrique au droit du poste source de Marolles dans un 1er temps, puis au droit du poste de livraison du parc éolien dans un second temps. Par précautions, les 5 autres éoliennes du parc éolien ont de plus été mises à l'arrêt.</p> <p>La mairie, l'exploitant agricole de la parcelle d'implantation de l'éolienne ainsi que les services de l'aviation et l'inspection des installations classées ont également été avertis.</p> <p>Un périmètre de sécurité a été mis en place ainsi qu'un gardiennage 24h/24h pour une durée indéterminée. Des barrières ont été positionnées au droit du chemin de l'association foncière proche de l'éolienne.</p> <p>Des éléments sont tombés au sol, sur la plateforme et au pied de l'éolienne. Le SDIS a arrosé au sol autour du pied de l'éolienne. Le feu ne s'est pas propagé aux cultures (parcelle déjà moissonnée). Pas de projection d'éléments ni de fuite d'huile signalée.</p> <p>Cette intervention de maintenance avait été programmée suite à la détection par les équipements de sécurité de l'éolienne, d'un défaut électrique sur celle-ci quelques jours auparavant. L'éolienne s'était alors automatiquement mise en sécurité.</p> <p>Une première version de la fiche de notification d'accident, à destination du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) a été transmise à l'inspection le 23/08/2022.</p> <p>Les agents de maintenance et l'exploitant ont fait preuve de réactivité. Les actions mises en œuvre sont adaptées aux risques.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> L'inspection a proposé au Préfet de la Marne de prendre un arrêté préfectoral de mesures d'urgence (APMU), dont l'objectif principal est de maintenir la sécurité du site dans l'attente de l'expertise des équipements (périmètre de sécurité, gardiennage, balisage pour la sécurité aérienne) et d'encadrer la remise en service du parc.</p> <p>Il a été signé le 24/08/2022 sous le numéro 2022-APMU-162-IC et notifié à l'exploitant le même jour.</p>

## N° 2 : contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 et 18-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôles périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Art 17 :</b> [...] Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.  Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.  <b>Art 18- III :</b> L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  <b>Constats :</b> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un délai de 15 jours : - les derniers rapports de contrôle périodiques des différents équipements électriques et de sécurité réalisés sur l'éolienne E6 ; - une extraction des données de l'évènement initial ayant mis en défaut l'éolienne et ayant justifié de la planification de l'intervention de maintenance réalisée le 22/08/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours